Séance publique du 26 février 2001

Délibération n° 2001-6250

commission principale : déplacements et voirie

commune (s) : Lyon 3°

objet : **Acquisition de locaux (lots n° 12 et 39) dans l'immeuble en copropriété situé 200 bis, rue Paul Bert et appartenant aux consorts Martel**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière - Service opérationnel - Subdivision sud

Le Conseil,

Vu le rapport du 7 février 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Dans le courant des années 1990 à 2000, la Communauté urbaine s'est rendue propriétaire, soit par voie de préemption, soit à l'amiable, de divers locaux dépendant de l'immeuble en copropriété situé 200 bis, rue Paul Bert à Lyon 3°, lequel est compris dans la réserve n° 17 au plan d'occupation des sols pour voirie et espaces publics.

Il s'agit de 14 appartements, de 5 locaux commerciaux et de 21 caves, l'ensemble formant les 981/1 050 des tantièmes de la copropriété existant 200 bis, rue Paul Bert à Lyon 3°.

Or, les consorts Martel viennent de proposer la cession à la Communauté urbaine des locaux qu'ils possèdent dans le bâtiment en cause, à savoir un appartement (lot n° 12) de 45 mètres carrés environ au 4° étage et une cave (lot n° 39) ainsi que les 37/1 050 des parties communes de l'immeuble.

Aux termes du compromis qui est présenté au Conseil, l'achat par la Communauté urbaine des biens en cause, libres d'occupation, interviendrait moyennant le prix de 285 000 F admis par le service des domaines.

Ces conditions paraissent acceptables et l'achat des biens permettrait à la Communauté urbaine de s'assurer progressivement la maîtrise de l'immeuble dont il s'agit ;

Vu ledit compromis ;

Vu l'avis des services fiscaux ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

DELIBERE

1° - Approuve ledit compromis.

2° - Autorise monsieur le président à le signer ainsi que l'acte authentique destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

3° - La dépense en résultant comprenant les frais d'actes notariés estimés approximativement à 8 800 F sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 2001 - compte 211 500 - fonction 822 - opération 0014.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,